

III

BEGINN DES BEFREIUNGSKRIEGS

STEIN IN BresLAU UND KalISCH

ERSTE ORGANISATION DES ZENTRALVERWALTUNGSRATS

Stein an Frau vom Stein
St. A.

Breslau, 7. März 1813

Seine Erkrankung.

Je puis vous donner, ma chère amie, de nouvelles satisfaisantes de ma santé. — Un refroidissement pris le 23 de février dans un des vilains trous qui nous ont servi de quartier général a mis en mouvement, conjointement avec le printemps, toutes les humeurs mauvaises goutteuses, j'arrivais le 24 à Kalisch souffrant d'une toux spasmatique, je continuais mon voyage à Breslau où je fus le 25, jeudi. Je fis appeler le 26 Hufeland ¹⁾, je restais alité, la maladie se développa, une fièvre violente, point de sommeil, point d'appétit, enfin, la nuit de lundi au mardi, il y eut un sommeil parfait und der Ausbruch eines rothen Friesels. Depuis, la maladie diminua, elle était accompagnée d'une grande faiblesse des intestins, d'une diarrhée qui a cessé depuis hier au soir à 5 heures par l'usage des bains que H[ufeland] a prescrits et que je répète. — Je suis bien, je ne me sens point faible, et je continuerai les remèdes et les bains que H[ufeland] me prescrit. Il m'a montré bien d'assiduité, beaucoup de soin, j'ai eu pour garde un chirurgien. Comme j'ai tardé jusqu'au dernier moment pour vous écrire sur ma santé, je remets à vous parler jusqu'à la fois prochaine pour vous parler sur d'autres objets. J'espère pouvoir partir le 12 pour Kalisch.

Stein an Frau vom Stein
St. A.

Breslau, 10. März 1813

Wiederherstellung. Rückkehr nach Kalisch. Menschenverachtung auf Grund seiner Erfahrungen in Breslau.

J'ai reçu la lettre . . . que vous m'avez adressée, ma bonne amie, en attendant, la mienne, qui vous a donné des détails sur ma maladie, vous sera parvenue. Elle a entièrement cessé, je suis levé, habillé, peut-être que Hufeland me permettra de sortir demain faire quelques courses. Je ne me puis que me louer des attentions que mes anciennes connaisan-

¹⁾ S. Bd. III. S. 6.

ces m'ont marquées, la Princesse Guillaume me fait servir de sa cuisine des mets de malade, lui et le P. Auguste ¹⁾ viennent me voir, le bon et brave Rehdiger, Merckel, ont mille attentions. — Hufeland a mis un très grand soin à ma guérison, dans les premiers jours, il a été 3 fois chez moi, il m'a donné un chirurgien pour me servir de garde-malade qui ne m'a point quitté, et je dois beaucoup à Hufeland, dont les remèdes ont toujours eu l'effet le plus prompt — enfin, j'espère que les suites en seront avantageuses pour l'avenir, comme je me trouve encore extrêmement bien et mieux que depuis 6 semaines.

Je compte partir à la fin de la semaine pour le quartier général impérial de Kalisch, de là, je vous enverrai 2 à 3 livres de thé russe . . .

Je crois pouvoir soigner vos affaires de passeports et vous garantir l'aller et le retour ²⁾ — les événements sont encore incalculables, et il ne faut point se jeter à tout hasard en pleine mer et quitter le port.

Il me sera de toute nécessité de me servir cette année des eaux de Teplitz, et je vous prie, ma chère amie, d'y prendre un quartier pour le mois de juin pour nous tous — c'est à dire à la fin de juin pour 4 semaines . . .

On me tue à force de lettres, la basesse des hommes me dégoûte encore plus que leur méchanceté me blesse — voici un petit échantillon de la part d'un homme qui a été 1810 trois jours à Prague sans me voir.

Stein an Alexander I.

Breslau, 27. Februar/11. März 1813

St. A. Konzept

Die Stimmung des Volkes in Preussen. Haltung des Königs und seiner Umgebung. Fordert den Zaren auf, die Entfernung von Kalckreuth, Wittgenstein und Bülow zu bewirken. Knesebeck und Ancillon.

L'annonce de l'arrivée de V. M. I. à Breslau ³⁾ me fait un devoir de lui présenter quelques observations sur l'esprit public et de la cour que mes conversations avec mes amis m'ont procuré les moyens de recueillir.

L'esprit général est parfait, tous les états sont animés du désir de briser

¹⁾ S. Bd. III. S. 6. — Prinz August von Preussen, der sich im Feldzug von 1806 mit grosser Tapferkeit geschlagen hatte und verwundet in französische Gefangenschaft gefallen war (s. Bassewitz II. S. 38 f.), wurde nach seiner Rückkehr aus der Gefangenschaft als Generalmajor Chef der gesamten Artillerie, um deren Entwicklung er sich sehr verdient gemacht hat. Am 1. März 1813 zum Commandeur der gesamten mobilen Artillerie ernannt, nahm er ohne spezielles Kommando einen rühmlichen Anteil an der Schlacht von Bautzen, erhielt bald darauf zu seinem Commando noch den Befehl über eine Brigade beim Corps Kleists, mit der er an der Schlacht von Kulm einen entscheidenden Anteil nahm, wobei er sich selbst schonungslos exponierte. Ebenso in den Gefechten von Champaubert und Etoges am 14. Februar 1814. Im Feldzug von 1815 führte er mit grösster Energie den ihm übertragenen Belagerungskrieg gegen die französischen Festungen, in den Friedensjahren widmete er sich ganz der Weiterbildung und Vervollkommnung der Artilleriewaffe.

²⁾ Frau vom Stein, die inzwischen von der Erkrankung ihres Mannes gehört hatte, besuchte ihn für einige Tage in Breslau, noch ehe sie diesen Brief erhielt (Pertz III. S. 310f. und Ompteda, Politischer Nachlass III. S. 50).

³⁾ Der Zar kam am 15. März für einige Tage nach Breslau, nachdem am 27./28. Februar das preussisch-russische Bündnis abgeschlossen worden war.

les fers dans lesquels Napoléon les tient, l'affluence des volontaires aux régiments ¹⁾ est très grande, et il ne faudrait qu'un souverain capable lui-même d'élan, d'exaltation, pour porter l'enthousiasme au plus haut degré et lui donner la plus grande étendue. Malheureusement, ce n'est point le cas, le Roi est froid, il n'a que des demi volontés, il n'a ni confiance en soi ni dans son peuple, il croit que la Russie l'entraîne dans l'abîme et qu'en peu les armées françaises se trouveront sur la Vistule.

Cette manière de voir est décourageante pour les gens bien pensants, elle est pernicieuse pour l'action qu'elle paralyse, elle trouve son principe dans le caractère de l'individu et dans l'atmosphère de nullité, peut-être même de perfidie, dont il s'est entouré. Les entours sont ou des gens absolument nuls, ou des personnes dont les principes sont détestables, ou d'autres qui sont tout aussi pernicieuses en prenant un masque de modération, de sagesse etc. Des premiers, il ne faut point tenir compte, mais les autres doivent absolument être mis hors d'état de nuire. Je compte parmi eux le Général Kalckreuth ²⁾, le Prince Wittgenstein ³⁾, le Comte Goltz ⁴⁾ et un Mr. de Bulow ⁵⁾, chef de la police, le persécuteur acharné de tous les honnêtes gens, surtout de Gruner, dont il a causé l'arrestation.

¹⁾ Am 3. Februar war der Aufruf zur Bildung der freiwilligen Jägerdetachements erfolgt, am 9. Februar wurde für die 17 bis 24jährigen die allgemeine Wehrpflicht für die Dauer des Krieges eingeführt. S. Lehmann, Scharnhorst II. S. 526 ff.

²⁾ Kalckreuth war seit 1812 Gouverneur von Breslau. Ueber seine Stellung zu dem Kreis der damals um Blücher und Scharnhorst in Schlesien versammelten Patrioten s. Boyen, Erinnerungen. II. S. 82f.

³⁾ Wittgenstein, der in der Krise von 1810 Hardenberg in den Sattel geholfen hatte (vgl. Bd. III. S. 273. Anm. 3), genoss seitdem das unumschränkte Vertrauen des Königs und des Staatskanzlers. Er benutzte es dazu, ganz im Sinne einer franzosenfreundlichen Politik zu wirken und — insbesondere nachdem er im April 1812 als geheimer Staatsrat die Leitung der höheren Polizei erhalten hatte — alle nationalen und freiheitlichen Bestrebungen zu unterdrücken. Daher hat er auch zur Verhaftung Gruners beigetragen. Vgl. dazu Fournier, Stein und Gruner in Oesterreich (Deutsche Rundschau 1887). S. 351 ff., ausserdem J. v. Gruner, Die Gründe der Verhaftung Gruners . . . Deutsche Revue 1892 und E. Janke, Zur Geschichte der Verhaftung Gruners, Diss. Rostock. 1902.

⁴⁾ Der Aussenminister Graf Goltz hatte sich seit 1807 bei jedem Ministerwechsel behauptet (vgl. Bd. III. S. 283. 285) und auch unter Hardenberg noch offiziell seine Stellung beibehalten, trotzdem der Staatskanzler die Aussenpolitik fast allein bestimmte. Nach der Abwendung Preussens von der Politik der Verständigung mit Frankreich, die in Goltz einen ihrer Hauptvertreter hatte, trat er völlig in den Hintergrund. Er wurde am 20. Januar 1813, als der König und Hardenberg sich anschickten, Berlin zu verlassen, zum Chef der dort zurückbleibenden neugebildeten Oberregierungscommission ernannt und behielt auch in dieser Stellung seine franzosenfreundliche Haltung bei. Im Befreiungskrieg wurde er völlig aus der Leitung der Aussenpolitik ausgeschaltet, 1814 auch förmlich aus seiner Stellung entlassen und zum Oberhofmarschall ernannt. 1816 wurde er Gesandter Preussens am Bundestag in Frankfurt, blieb dort bis 1824, übernahm dann wieder seine Stellung als Oberhofmarschall, die er bis zu seinem Tode im Jahre 1832 bekleidete.

⁵⁾ Friedrich von Bülow (s. oben S. 5 Anm. 1) war zwar nicht Chef der Polizei, die Wittgenstein unterstand, arbeitet diesen aber bei der Verfolgung der Gegner des i. J. 1812 herrschenden französischen Kurses in die Hände. Er hat die Verhaftung Gruners un-

Parmi eux, dont la marche est plus cachée mais pas moins perfide, je compte le Colonel Knesebeck, Aide de Camp général du Roi¹⁾, et Mr Ancillon, le premier un esprit faux, à système, et dont la fourberie a été poussée si loin que dans sa lettre écrite au Général Bulow du quartier général impérial, il y a inséré de son propre chef qu'il sommat le Général Bulow de côtoyer les Russes et de prévenir qu'ils n'entreprennent rien sur Stettin.²⁾

Knesebeck comme Aide de Camp du Roi ayant le portefeuille militaire, sera très nuisible pendant que Sch[arnhorst] se trouvera à l'armée. — Ancillon est un homme de beaucoup d'esprit mais vaniteux, peureux, il fournit des arguments aux fluctuations de la volonté du Roi.

L'opinion de tous les gens bien pensants se réunit à désirer que V. M. I., comme le bienfaiteur et le protecteur de cette monarchie, fasse éloigner ceux qui travaillent sourdement à la détruire.

mittelbar herbeigeführt (s. Fournier, a. a. O. S. 351). Im Januar 1813 wurde er in die Oberregierungskommission (s. A. 4) berufen. 1814 wurde er Generalsekretär des preussischen Generalgouvernements im Königreich Sachsen, dann Oberpräsident in Sachsen, 1817 Mitglied des Staatsrats, 1820 Mitglied der Kommission zur Untersuchung staatsgefährlicher Umtriebe, 1821 schied er infolge einer Erkrankung aus dem preussischen Staatsdienst aus. Bülow hatte im Jahre 1808 eine wenig glückliche Entgegnung auf Rehbergs (s. Bd. I. S. 155. Anm. 2) Buch über die Staatsverwaltung deutscher Länder (s. Botzenhart, Die Staats- und Reformideen des Freiherrn vom Stein . . . I. S. 152 ff.) verfasst („Bemerkungen, veranlasst durch des Herrn Rehberg Beurtheilung der Preussischen Staatsverwaltung . . .“).

¹⁾ Karl Friedr. von dem Knesebeck (1768—1848) hatte als junger Offizier an den Feldzügen von 1792—1794 teilgenommen, war 1803 in den Generalstab gekommen und hat die Schlacht bei Auerstädt in der unmittelbaren Umgebung des Königs mitgemacht. 1807 nahm er seinen Abschied und lebte zunächst auf seinem Gute seinen literarischen Studien. Während des Krieges von 1809 wurde er nach Öst reich gesandt und riet auf Grund seiner dortigen Erfahrungen dringend zu einem Kriegsbündnis zwischen Preussen und Oesterreich. Anfang 1812 ging er in diplomatischer Mission nach Petersburg, um dort für die Erhaltung des Friedens einzutreten, nach seiner Rückkehr blieb er in der Umgebung des Königs und vertrat noch lange Zeit eine vorsichtige Neutralitätspolitik. Im Februar 1813 wurde er in diplomatischer Mission nach Wien gesandt, kurz darauf zu Alexander nach Kalisch (s. oben S. 230). Am 6. März zum Generaladjutanten des Königs ernannt, leitete er im Frühjahrsfeldzug 1813 den Rückzug der preussischen Armee nach der Schlacht von Bautzen und riet später zum Waffenstillstand. In diplomatischen wie in militärischen Fragen zu grossen Entschlüssen unfähig und deshalb zu halben und ängstlichen Massregeln geneigt, hatte er nur allzusehr das Ohr des Königs und wurde deshalb von Scharnhorst und Stein misstrauisch beobachtet und bekämpft. — Er wurde 1825 General, 1847 Generalfeldmarschall.

²⁾ Der General von Bülow (1755—1816), der spätere Sieger von Dennewitz, hatte im Sommer 1812 an Stelle Yorcks das Generalkommando in Ostpreussen erhalten. Als Yorck nach Königsberg zurückkehrte, rückte Bülow mit seinem Corps nach Pommern ab und stand dort den ganzen Monat Februar, mit der Ergänzung seines Corps und der Ausführung der neuen Rüstungsmassnahmen beschäftigt, wobei er sich den Anforderungen der französischen Generale sehr geschickt zu entziehen wusste. Mitte März stand Bülow an der unteren Oder, Stettin wurde beobachtet, auch zur Übergabe aufgefordert, der französische Kommandant lehnte es aber ab, zu kapitulieren. Bülow war nicht stark genug, um gegen

Stein an Arndt

Breslau, 12. März 1813

Nach Arndt „Notgedrungenener Bericht aus meinem Leben“ II. S. 149

Genesung. Anweisung zur Abhebung der noch in Königsberg verbliebenen Geldmittel, wenn sie ausreichen, solle davon der „Geist der Zeit“ gedruckt werden. Sobald Stein ihm einen Treffpunkt angeben kann, soll Arndt wieder zu ihm stossen. Günstiges Urtheil über Friesen. „Es gibt des Erbärmlichschlechten und Verruchten noch viel.“

Ihren Brief vom 14. v. M.¹⁾ beantworte ich erst jetzt, weil ich ihn spät erhielt und krank war oder bin von zurückgetretenem Podagra. Es geht jetzt aber gut, und ich stehe Dienstag wieder auf. Wie es mit unseren Fonds bei Ph[illips²⁾] steht, weiss ich nicht. Er verfolgt mich mit unnützen Briefen, über die Hauptsache sagt er aber nichts. Könnten Sie es mir nicht mit zwei Zahlen angeben. Sind unsere Fonds hinreichend, so lassen Sie Ihr Büchlein³⁾ drucken und geben den Zuschuss von 400—500 Thlr.

Sobald wir ein bisschen klarer sehen — und dies wird in einigen 10—12 Tagen geschehen — so kann ich Sie, meinen braven, frommen und geistvollen Freund, wieder zu mir einladen, *ibi ubi*, sagt der Oesterreichische militärische Geschäftsstil, wenn man selbst nicht weiss, wo man hingeht. — Bringen Sie dann Ihr Büchlein voll Menschenverstand und Wahrheit mit, und erheben Sie alle unsere Fonds bei Ph[illips].

Ich habe an Friesen einen vortrefflichen Menschen kennen lernen⁴⁾. Leben Sie wohl. Gott sei mit Ihnen und bei uns allen! Es gibt des Erbärmlichschlechten und Verruchten noch viel, möge er es ausrotten!

Stein an Gagern

Breslau, 12. März 1813

Nach Gagern „Mein Antheil an der Politik“ IV. S. 14 f.

Gegensatz der politischen Haltung. Verwendung für Gagerns Schützlinge.

Euer Excellenz Schreiben vom 21sten December verflossenen Jahres erhalte ich so eben (warum so spät, weiss ich nicht) und beantworte es sogleich.

Stettin etwas wirkungsvolles zu unternehmen, er selbst rückte bald darauf mit seinem Corps nach Berlin, später vor Magdeburg. Stettin kapitulierte erst am 30. November 1813. S. Holleben, Frühjahrsfeldzug 1813, I. S. 257. — Zu den von Stein gegen Knesebeck erhobenen Vorwürfen vgl. Ritter, Stein II. S. 185, Anm. 29.

¹⁾ Arndt, der Stein nach Königsberg begleitet hatte, blieb dort bis Ende März, reiste dann nach Breslau und von da aus weiter nach Dresden, wo er von Stein zur Mitarbeit in der Zentralverwaltung herangezogen wurde. Sein Brief vom 14. Februar fehlt.

²⁾ Königsberger Kaufmann.

³⁾ Es kann sich hier nur um den dritten Teil des „Geists der Zeit“ handeln, den Arndt Ende Februar vollendet hatte. Vgl. Müsebeck, Arndt I. S. 385 A. 1.

⁴⁾ Friedrich Friesen, geb. 1785, seit 1808 Lehrer an der in Pestalozzis Geist geleiteten Plauenschule in Berlin, Mitglied des Tugendbundes, besonders befreundet mit Jahn, Chamisso, Fouqué, mit dem ersten besonders durch seine Vorliebe für Turnen und Sport verbunden. Gemeinsam mit Stein lebte er der Ueberzeugung, dass die Schule nicht nur das Wissen, sondern vor allem den Menschen und den Charakter bilden solle. 1813 trat er in das Lützow'sche Freicorps ein, geriet im März 1814 in französische Gefangenschaft und wurde erschossen.

Für Ihre Beweise von thätiger Freundschaft in dem Unglück war ich Ihnen dankbar, für Ihre Talente hatte ich immer ausgezeichnete Hochachtung, Ihre politische Grundsätze und Ansichten schienen mit den meinigen im Widerspruch. Der Schluss Ihres Briefes ist tröstlich. Was die Sache selbst anbetrifft, so werde ich mich sogleich nach der Lage Ihrer Freunde erkundigen und suchen, dass sie in die Nähe von Petersburg untergebracht werden — es sind gute, brave Deutsche Namen, die mir bekannt sind, und die Hülfe und landsmannschaftlichen Beistand fordern. Wegen Merveld ist schon früher Nachfrage geschehen durch die Gräfin Pergen, und ich glaube auch für ihn und den Nesselrode gesorgt, für den letzteren gewiss.

Das Freygeben auf das Ehrenwort, das kann nicht geschehen, der Kayser hat den Grundsatz und ist hierzu durch seines Gegners Verfahren veranlasst. — Ob aber diese Menschen noch leben? 100 000 Deutsche sind untergegangen und erlitten den Tod in seinen scheusslichen Gestalten. Von denen unglücklichen Gefangenen werden nur wenige durchkommen — sie hatten alle den Keim des Todes in sich und verbreiteten ihn, wo sie nur hinkamen.

Sobald ich im Stande bin, Ew. Excellenz Auskunft zu geben, werden Sie solche erhalten.

Verzeihen Sie die Unform des Papiers, ich entdecke sie erst jetzt und muss die Gelegenheit benutzen.

Ich wiederhole es, der Schluss Ihres Briefes erfreut mich.

Eingabe des Komitées der Königsberger Kaufmannschaft an Stein

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114. VI. 2. Abschrift

Königsberg, 13. März 1813

Bittet um Aufhebung des Zolltarifs von 1810 und Wiedereinführung des Tarifs von 1806.

Denkschrift Steins für Alexander I.

Breslau, 16. März 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114. VIII. Gen. 1 1/2. Konzept

Kritik der Denkschriften von Bernadotte und von Münster über die künftige Gestaltung Deutschlands. Umschreibung der eigenen Pläne und Ziele. Vorschläge zur Errichtung einer Zentralverwaltungsbehörde für die Organisation des Widerstands und die Sicherung der Heeresverpflegung in den befreiten Gebieten Deutschlands unter ständischer Mitwirkung.

Il est urgent d'établir dans ce moment-ci les idées d'après lesquelles on veut organiser l'administration des provinces allemandes qu'on occupera et d'énoncer les principes politiques qu'on veut adopter vis-à-vis de l'Allemagne.

Deux mémoires ont été remis à Sa Majesté Impériale sur cet objet, l'un par le Prince Royal de Suède, le second au nom de Son Altesse le Régent par le Comte de Münster ¹⁾.

¹⁾ S. oben S. 190. Anm. 2.

Le mémoire du Prince Royal de Suède établit pour principe fondamental

de rendre à une partie des princes dépossédés ce qu'ils ont perdu;
de donner à l'Allemagne une nouvelle constitution;

de substituer à la Confédération du Rhin une Ligue Germanique à laquelle tous les princes allemands seraient invités;

de convoquer une diète provisoire où des députés des différents états de l'Allemagne seraient appelés, qui réglerait le contingent des troupes etc., qui serait présidée par le commandant en chef de l'armée alliée, que les ministres des puissances alliées y assisteraient;

qu'on offrirait à l'Autriche la couronne germanique avec une suprématie directe sur les différents états de l'Allemagne, propre à leur assurer leur sûreté commune sans entraver leur prospérité intérieure.

Pour apprécier le plan proposé, il faut supposer qu'on l'ait exécuté et examiner quels en seraient les résultats.

On convoquera donc après le plan une diète où se présenteront des députés hanovriens, brunswicois, suédois, hessois, oldenbourgeois, et je suppose qu'on n'exclura point l'Electeur de Brandebourg.

Dès ce que l'Elbe sera passée, arriveront des députés de Mecklenbourg, Hambourg, Lubeck.

Les ministres de Russie, d'Angleterre, de Suède, de Prusse, assisteraient à cette diète qui, à mesure que les armées s'avanceraient, doit faire la boule de neige qui se forme en lavine.

Et c'est à cette réunion de princes et de ministres étrangers qu'on veut confier le soin d'activer et de diriger les forces de l'Allemagne pendant qu'elle est le théâtre d'une guerre insurrectionnelle et militaire. Cette réunion doit être présidée par les commandants des armées alliées — je n'en connais, pour le moment, point d'autres que le Prince Kutusoff-Smolensk. — Tout en rendant hommage à ses grandes qualités militaires, je doute qu'il puisse faire marcher une vingtaine de ministres avec la célérité et la force nécessaire pour mener une guerre militaire et insurrectionnelle. Cette assemblée se qualifierait d'ailleurs très improprement Ligue Germanique, comme des parties très considérables de l'Allemagne, telles que le midi de l'Allemagne, le Duché de Berg, les parties de la Westphalie occupées par la France, n'y pourraient prendre part.

L'issue heureuse de la guerre doit, selon ce mémoire, nous amener une constitution „qui accorderait à l'Empereur une suprématie directe sur les différents états de l'Allemagne propre à leur assurer leur sûreté commune sans entraver leur prospérité intérieure“.

Mais sur quoi cette suprématie limitée sera-t-elle basée? Elle doit l'être, outre sur les lois constitutionnelles, sur une prépondérance territoriale, elle ne peut être déléguée qu'à l'Autriche ou à la Prusse. Le Prince Royal s'offre, comme Duc de la Poméranie, de se charger du fardeau de la couronne impériale: or, ni la Suède, ni la Poméranie, même avec son Land-

sturm, ne seraient à même de placer cette suprématie sur une base solide.

Rien, d'ailleurs, n'est précisé sur les limites de cette suprématie, comment elle doit assurer la sûreté commune sans entraver la prospérité intérieure et les rapports dans lesquels doit se trouver le pouvoir suprême avec le pouvoir territorial, afin que le premier ne soit paralysé, le second point écrasé, ne sont pas même indiqués.

Mr. le Comte de Münster a remis avec l'autorisation du Régent un mémoire e. d. 5 janvier 1813 à Mr. l'Ambassadeur Comte de Lieven. Il conseille

- 1) de proclamer, dès ce qu'on se présentera en Allemagne, la constitution germanique comme existante et la rhénane comme illégale
- 2) et d'ajouter à cette déclaration qu'on s'accordera sur les changements que la situation présente des choses rendra nécessaires. Il entre dans des détails sur les modifications à donner à la constitution germanique:
 - a) de supprimer les petites souverainetés et de réunir l'Allemagne en plus grandes masses sous des souverains qui renonceraient au droit de faire la guerre et la paix sans le consentement de la diète;
 - b) de priver la Prusse de toutes ses possessions sur la rive gauche de l'Elbe,
 - c) d'accorder à la maison d'Hanovre tout le pays entre l'Elbe, l'Issel et le Rhin, et satisfaire par là sans injustice „le voeu de la nation allemande qui se prononce pour la formation d'une nouvelle et grande puissance en Allemagne“.

Mr. de Münster assure même le Prince Régent dans sa lettre du 7 décembre ¹⁾ „que le temps est venu où Son Altesse Royale peut revendiquer l'ancienne patrimonie de Henri le Lion et l'augmenter de tous les pays depuis les embouchures de l'Escaut jusqu'à celles de l'Elbe, du rivage de la mer germanique jusqu'au coeur de l'Allemagne“ — et il indique le Duc de York ²⁾ comme éminemment qualifié à prendre sur lui l'exécution de ce projet.

Il admet en principe que l'hésitation des princes actuels à se réunir à la ligue les exposerait à la perte de leurs états et propose comme moyen de donner plus de solidité à l'empire germanique la garantie de l'Angleterre, de la Suède, de la Russie, l'établissement d'une armée d'empire permanente et de forteresses de l'empire; il convient de la nécessité

¹⁾ Dieser Brief stammt nicht von Münster, sondern von Gneisenau, er befindet sich in Abschrift im Stein-Archiv mit dem eigenhändigen Vermerk Steins: „Von Graf Münster an Regenten“ (gedr. Pertz III. S. 238), vgl. dazu Ritter, Stein II. S. 55 A. 32 und S. 193 A. 6, ausserdem Wetzell, Die Genesis des am 4. April 1813 eingesetzten Zentralverwaltungsrats. . (Greifswalder Dissertation 1907), S. 26.

²⁾ Der Herzog von York (Bruder des Prinzregenten), hatte im Jahre 1809 den Oberbefehl über das ihm anvertraute englische Gesammtheer niederlegen müssen, da er seiner Maitresse die Verfügung über die Offizierspatente überlassen hatte, welche diese an den Meistbietenden verkaufte (Brosch, Geschichte von England IX, S. 356 ff.).

d'établir à l'entrée de l'expédition en Allemagne un conseil de dictature, composé de peu de personnes, comme il ne serait d'ailleurs pas possible de réunir une diète, et il veut admettre les princes puissants, comme la Saxe, la Prusse, s'ils veulent accéder à la ligue.

Le Comte Münster propose également de former une armée allemande à laquelle la légion formée en Russie doit servir de noyau, et il veut donner à cette armée la dénomination d'armée du nord de la Germanique ou d'Austrasie.

On ne peut disconvenir que Mr. le Comte de Münster ne soit un serviteur zélé de la maison de Brunswic, il veut dépouiller pour elle la Prusse, il lui destine la couronne d'Austrasie ou peut-être même la couronne de la Germanique — mais je ne puis rendre l'hommage que j'offre à sa fidélité aux principes politiques qu'il professe et qu'il veut exécuter. Le Comte Münster envisage la situation des affaires telle qu'elle était connue en Angleterre le 5 de janvier, ce qui se rapporte au commencement de décembre; il attend le rétablissement de l'indépendance de l'Allemagne de la Russie, de l'Angleterre et de la Suède, il professe des sentiments hostiles contre la Prusse, et il ne fait point mention de l'Autriche.

Mais la face des affaires a entièrement changé, les armées russes sont sur les bords de l'Elbe, l'alliance avec la Prusse est conclue, sa conservation est garantie, et on espère de ramener l'Autriche à ses vrais intérêts. C'est donc des puissances allemandes dirigées et appuyées par Sa Majesté l'Empereur de Russie que ce souverain attend les efforts décisifs pour le rétablissement de l'indépendance de l'Allemagne, la Suède n'offrira toujours qu'un faible appui, paralysée par l'esprit factieux de son intérieur, l'Angleterre est occupée avec la guerre de l'Espagne. La déclaration que Sa Majesté Impériale fit publier par le Maréchal Prince Kutusoff lui gagna les coeurs d'une population de 5 millions, d'une armée de 100 000 hommes. Quelles suites aurait eu une conduite opposée? Gloire donc à la politique de l'Empereur Alexandre, et abstenons-nous de conseils pernicious et inexécutables.

Les idées constitutionnelles que le Comte Münster professe, sont au moins imparfaites, il veut former l'Allemagne en plusieurs souverainetés fédérées, mais quel sera le lien qui les contiendra? Qui exercera une magistrature prépondérante? Il ne veut point de l'Autriche, sera-ce le nouveau roi d'Austrasie, et quelle garantie donne-t-il aux sujets de ces petits souverains fédérés pour leur propriété et liberté? Tout cela est dans le vague, comment donc en tirer part?

Ayant examiné les deux mémoires, Votre Majesté Impériale voudra m'accorder la permission de Lui rappeler quelques idées que j'ai déjà osé Lui soumettre.

La guerre va se porter sur sa rive gauche de l'Elbe dans les royaumes de Westphalie, de Saxe, dans les provinces que Napoléon occupe sous le nom de Duché de Berg, de Département de la Lippe, des Bouches de

l'Elbe; le Duché de Mecklenbourg, les villes de Hambourg et Lubeck étant sur le point d'être occupées. Il est donc urgent de fixer ses idées sur l'administration de ces provinces et sur les principes politiques qu'on veut observer vis-à-vis des habitants de l'Allemagne.

On proclamera la volonté ferme de rétablir l'indépendance de l'Allemagne, de détruire la Confédération du Rhin, on invitera les princes et les peuples à concourir à cette entreprise, on menacera ceux qui hésiteront dans 6 semaines de la perte de leurs états, et on assurera aux Allemands que, la paix faite, on leur abandonnera l'arrangement de leurs affaires domestiques et intérieures.

On établira un conseil administratif central de toute la partie de l'Allemagne que les armées occuperont ou qui sera insurgée ¹⁾. Il sera constitué par les puissances dont les armées combattent l'ennemi commun, pour le moment par la Russie et la Prusse, à l'avenir, si la Suède et l'Hanovre y accèdent, avec leur concurrence; les autres princes n'auront que la nomination collective d'un ou deux membres. Le conseil aura la faculté d'appeler auprès de lui des personnes qui jouissent de la confiance de leurs compatriotes. Les occupations de ce conseil seraient l'administration des provinces occupées, la perception des revenus, la détermination des proportions dans lesquelles on fournirait vivres, recrues etc. Une source féconde de revenus serait l'établissement des douanes le long des côtes de la Baltique et de la mer du Nord qu'on occuperait, par exemple Hambourg, Rostock, Lubeck, Wismar etc.

Les revenus, les réquisitions, se distribueraient entre la Russie, la Prusse et pour les besoins de l'armée allemande d'après la proportion des troupes que chaque puissance a en campagne contre l'ennemi commun.

Tout le pays occupé, depuis la Saxe jusqu'à la frontière de l'Hollande, à l'exclusion des provinces prussiennes et du pays d'Hanovre, doit être partagé en cinq grandes sections :

- 1) la Saxe avec les duchés,
- 2) le Royaume de Westphalie,
- 3) le Duché de Berg, de Westphalie, de Nassau et les pays adjacents,
- 4) le Département de la Lippe et l'Ost-Frise,
- 5) les Bouches de l'Elbe et le Mecklenbourg.

A chaque section on préposera un gouverneur civil et militaire, le premier dépendant du conseil administratif, le second dans les opérations militaires du général en chef des armées combinées.

L'organisation militaire de la partie mentionnée de l'Allemagne se formera d'après le principe d'une armée de ligne, d'une milice, d'une levée en masse. Ces formations s'effectueront sous la protection d'un corps de l'armée alliée, elles seront nommées armée du nord de l'Allemagne

¹⁾ Ueber die Verwirklichung dieser Pläne Steins durch den am 18./19. März gegründeten Verwaltungsrat der verbündeten Mächte, sowie die Modification der ursprünglichen Absichten Steins durch die Deklaration vom 4. April 1813 s. Wetzel, a. a. O. S. 29 ff.

pour ménager les préjugés qu'on a dans bien des cantons contre la Prusse. Si Votre Majesté Impériale daigne approuver les idées que j'ose Lui soumettre, on pourra peut-être en faire usage dans l'arrangement qu'il sera maintenant nécessaire de prendre avec la Prusse.

Pro Memoria Heydebrecks ¹⁾

Breslau, 17. März 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114, VI, 2, Abschrift. — Konzept Rep. 151 g, A, 1 a, Vol. 1

Begründet die Einführung eines Kriegseingangszolls in den deutschen Nordseehäfen ²⁾.

Convention von Breslau

Breslau, 7./19. März 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114, VIII, Gen. 1 1/2, Abschrift

Gemeinsame Grundsätze Preussens und Russlands für die Behandlung der deutschen Einzelstaaten. Verkündung einer Proklamation darüber. Bildung eines Verwaltungsrats der verbündeten Mächte. Dessen Mitglieder und Wirkungskreis.

Les armées combinées de LL. MM. l'Empereur de Russie et du Roi de Prusse étant sur le point d'entrer dans les états de la Confédération du Rhin et dans les provinces du nord de l'Allemagne réunies à l'Empire français, les deux Souverains ont jugé nécessaire de se concerter tant sur les principes politiques à proclamer au moment de l'occupation de ces pays que sur le mode d'après lequel ils doivent être administrés au plus grand avantage de la caisse commune. A cet effet, S. M. l'Empereur de toutes les Russies a nommé Mr. le Baron de Stein et son Secrétaire d'Etat le Comte de Nesselrode et S. M. le Roi de Prusse son Chancelier d'Etat Baron de Hardenberg et son Lieutenant Général de Scharnhorst lesquels, après avoir pris en mûre considération les sentiments de modération et de justice qui caractérisent si éminemment les deux Souverains, ont jugé que les mesures suivantes arrêtées à l'unanimité rempliront le mieux leurs intentions bienfaisantes.

1. Il sera immédiatement publié au nom des deux Souverains une proclamation dont le projet est ci-joint ³⁾. Elle se borne à annoncer que les

¹⁾ S. Bd. III, S. 191 Anm. 3 und 278 Anm. 2.

²⁾ Aus einem Schreiben Heydebrecks an Hardenberg, Breslau, 23. März 1813 (ebd.): „Von diesem Pro Memoria hat der Herr Minister Freiherr vom Stein das Original an sich behalten und mir mündlich erklärt, dass er damit einverstanden sei, es in Ansehung der Mecklenburgischen Häfen keiner Ausnahme bedürfe, wogegen man in den Schwedisch-Pommerschen wohl nichts würde vornehmen können, sondern sich damit würde begnügen müssen, die dort einkommende Waare erst bei weiterer Versendung in und durch die Preussischen oder occupirten Rheinbundsländer mit dem extraordinären Eingangs Impost zu betreffen, behufs der Ausführung würde er dafür sorgen, dass mir von des Kaisers von Russland Majestät ein Commissarium zur Administration der in den occupirten Landen einzuführenden See Eingangs Imposten für gemeinschaftliche Rechnung ertheilt würde. Auch von des Königs Majestät würde ich denn ebenmässig eines Commissarii bedürfen.“ — Das Kommissorium für Heydebreck ist ausgestellt am 19. April 1813 und befindet sich in Rep. 114, VII, 2.

³⁾ Vom 13./25. März 1813.

deux puissances n'ont d'autre but que de soustraire l'Allemagne à l'influence et à la domination de la France et à inviter les princes et les peuples à concourir à l'affranchissement de leur patrie. Tout prince allemand qui ne répondra pas à cet appel dans un délai fixé sera menacé de la perte de ses états.

2. Il sera établi un conseil central d'administration muni d'un pouvoir illimité. Les puissances alliées nommeront chacune un membre à ce conseil. Pour le moment, il sera composé des délégués de la Russie et de la Prusse. A mesure que les armées des autres puissances prendront une part active aux opérations en Allemagne, elles acquerront la faculté de nommer également chacune un membre à ce conseil et particulièrement S. M. le Roi d'Angleterre. Les princes allemands qui accèderont à la coalition, n'auront que la nomination collective d'un membre.

3. Les attributions du conseil consistent principalement à organiser dans les pays occupés des administrations provisoires, de les surveiller et de leur fixer des principes d'après lesquels ils doivent utiliser les ressources de ces pays en faveur de la cause commune.

4. Les revenus des pays occupés seront partagés entre la Russie et la Prusse en parties égales. La régence du pays de Hanovre y participera dans la proportion du contingent qu'elle fournira.

5. Tous les pays qui seront occupés depuis la Saxe jusqu'à la frontière de la Hollande, à l'exception des anciennes provinces prussiennes et de celles de la maison de Hanovre, doivent être divisés en cinq grandes sections, savoir :

I. la Saxe et les duchés,

II. le Royaume de Westphalie à l'exclusion du Hanovre et des anciennes provinces prussiennes,

III. le Duché de Berg, de Westphalie et de Nassau,

IV. le Département de la Lippe,

V. le Département des Bouches de l'Elbe et le Mecklenbourg.

6. On préposera à chaque section un gouverneur civil et militaire. Le premier dépendra du conseil central, le second du général en chef pour tout ce qui a rapport aux opérations militaires.

Le gouverneur civil formera auprès de lui un conseil local provisoire qui l'assistera dans l'exercice de ses fonctions.

7. Le conseil central sera aussi chargé de régler tout ce qui tient à la levée des recrues, au système des réquisitions et des magasins pour les armées actives et aux armements à exécuter dans le pays occupé.

8. On y organisera

1. une armée de ligne,

2. une milice,

3. une levée en masse,

en donnant la promesse formelle que jamais dans aucun cas ces troupes

ne serviront à un autre but qu'à celui de défendre l'Allemagne contre les usurpations de la France. Ces formations auront lieu sous la protection d'un corps de l'armée alliée.

9. Le Conseil Central aura la faculté de choisir pour les places de gouverneurs et pour les administrations locales les individus qu'il jugera les plus propres à remplir ces fonctions tant par leurs talents que par la considération dont ils jouissent auprès de leurs compatriotes.

10. Les arrangements arrêtés dans ce plan seront immédiatement communiqués à l'Autriche et à l'Angleterre.

Stein an Schön
St. A.

Breslau, 19. März 1813

Die Berufung Schöns in den Verwaltungsrat. Verwendung für seinen gefangenen Schwager. Rückkehr nach Kalisch.

Euer Hochwohlgebohren erhalten einen Ruf des Königs zur Verwaltung der zu besetzenden Provinzen ¹⁾, ich werde Nahmens des Kaysers daran Theil nehmen, lassen Sie uns also Hand in Hand gehen.

Wegen Ihres Herrn Schwagers werde ich das mögliche thun, an eine Freylassung aufs Ehrenwort kann ich kaum glauben, da sie der Kayser bisher noch nie zugelassen und wegen der Ruchloosigkeit seines Gegners nicht zulassen kann.

Nachschrift. Morgen gehe ich nach Kalisch. Ich vertraue auf Ihren Beystand, denn meine Kräfte sinken, ich war sehr krank.

Eichhorn ²⁾ an Stein
St. A.

[Berlin,] 19. März 1813

Begrüsst Stein als den Vorkämpfer der deutschen Freiheit. Stellt sich zu seiner Verfügung.

Längst hätte ich Euer Excellenz zueilen mögen, Sie auf der vaterländischen Erde zu begrüßen und Ihnen den Dank und die Verehrung persönlich zu bezeugen, wovon alle freien und Deutschen Männer tief erfüllt sind. Sie waren unsere Zuversicht bei dem Beginne des Kampfes,

¹⁾ Schon am 18. März war zwischen Alexander und Friedrich Wilhelm III. vereinbart worden, dass — entgegen den Vorschlägen Steins und dem Wortlaut der Convention vom 19. März — jede der beiden Mächte zwei Vertreter in den Verwaltungsrat entsenden sollte. Der Zar ernannte dazu seinen Innenminister Kotschubey und Stein, der König (durch Cabinets-Ordre vom 20. März) Schön und den Staatsrat Rehdiger (Wetzell a. a. O. S. 50 f.). Da Kotschubey seine Stelle nie antrat, wurde Stein alleiniger Vertreter Russlands und Präsident des Verwaltungsrats. — Schön und Rehdiger trafen am 17. April in Dresden ein. Ihre Instruktion (vom 13. April) in den Papieren Schöns IV, S. 109 f. — Vgl. Schöns unerfreuliches und sehr anfechtbares Tagebuch ebd. S. 3 ff.

²⁾ Eichhorn, der 1808/9 Steins Interessen im Nassauischen wahrgenommen hatte (vgl. Bd. III, S. 12 u. ö.), war 1810 zum Kammergerichtsrat ernannt worden, 1811 wurde er Syndicus der Universität. Er hatte schon im April 1809 mit Dörnberg verhandelt, schloss sich dann Schill an, wurde aber durch einen Unfall verhindert, dessen Zug mitzumachen. 1813 wurde er Mitglied des Ausschusses für die Organisation der Landwehr in Berlin.

an dessen Ende die meisten schwach und kleingläubig nur Vernichtung und Sklaverei sahen. Was die Russische Staatskunst für die Rettung des eigenen Landes und für die Freiheit von Europa, insbesondere für Deutschland, grosses getan und verkündigt, darin erkannten wir das kräftige und hochsinnige Deutsche Gemüt, welches auch die Fremden beseelt. Jetzo, wo die geflüchtete Deutsche Freiheit an den Grenzen ihres alten Landes wieder angekommen und ihrem von Sehnsucht ergriffenen Rhein zueilt, sind Sie es, der ihre Fahne führt, um die sich alle braven Streiter versammeln, und die, Heil und Segen bringend, durch ein freudejauchzendes Brudervolk hingeht.

Ich bin bis jetzt hier zurückgeblieben, weil ich Berlin nicht verlassen kann, ohne mein ganzes Verhältnis aufzugeben. Wie gern und leicht gäbe ich es aber auf, wenn mir ein Standpunkt angewiesen wird, unmittelbarer und kräftiger der Sache zu dienen. Bisher war meine Tätigkeit, in allen Kreisen und Beziehungen für die grosse Sache anzuregen und zu bilden, auch was von anderen angeregt und gebildet worden war, durch Gesellung mit Rat und Tat zu befördern und überhaupt keine Gelegenheit, in meinem Umkreise zu wirken, vorüber gehen zu lassen. Die Bildung der Landwehr, zu der ich natürlich gehöre, ist eine neue Aufgabe der Tätigkeit. Glauben jedoch Euer Excellenz, dass Verhältnisse und Bekanntschaften, in welche mich mein am Main gelegener Geburtsort Wertheim setzt, ein längerer Aufenthalt in Westphalen und was Ihnen sonst von mir bekannt seyn mag, anderswo mein Wirken nützlicher machen könne, so erwarte ich Ihre Befehle. Gern verlasse ich Weib und Kind und was ich hier mein nenne, um dem Rufe des Mannes zu folgen, an den ich mich mit aller Kraft der Liebe gebunden fühle.

Prinzessin Luise Radziwill an Stein
St. A.

Berlin, 20. März 1813

Freude über Steins Genesung. Bedauern über Steins schlechte Aufnahme in Breslau. Hoffnungen ihres Gatten auf Wiederherstellung Polens.

Je ne saurais vous exprimer à quel point nous avons été occupés et inquiets de votre santé, Dieu soit loué que vous vous soyez si heureusement

kam nach dem Waffenstillstand ins Hauptquartier Blüchers, wurde im Oktober Mitglied der Steinschen Zentralverwaltung, deren Tätigkeit er zuerst beschrieb („Die Tätigkeit des Verwaltungsrats der verbündeten Mächte“ 1814). Im Herbst 1814 kehrte er in sein Richteramt zurück, wurde 1815 von Hardenberg nach Paris berufen und Altenstein, der damals die von den preussischen Truppen besetzten französischen Provinzen verwaltete, beigegeben. In dieser Stellung hat Eichhorn sich besonders um die Wiedererlangung der von den Franzosen geraubten Kunstschatze verdient gemacht. — Von dieser Tätigkeit aus kam er in die Aussenpolitik und bearbeitete als geheimer Legationsrat vorwiegend die deutschen Angelegenheiten und die Verfassungsfragen, sowie die Angelegenheiten des Zollvereins. Da er im Sinne Steins auch in der Reaktionszeit für die Einführung einer Verfassung eintrat, wurde er von der reaktionären Partei beim König verdächtigt und aus diesem Arbeitsgebiet verdrängt. 1840 wurde er Kultusminister. 1848 trat er zurück. Gest. 1856.

tiré de cette dangereuse maladie et que le Ciel favorise de toute façon nos vœux pour votre bonheur et pour le succès de vos entreprises; puisse la Providence bénir nos armes comme Elle a protégé celles de votre excellent Empereur, dont la fermeté et le noble caractère nous rendent l'espoir d'une existence et d'un avenir que nous devons à la vaillance de son brave peuple. — Veuillez me rappeler à son souvenir si l'occasion s'en présente. Ce que vous avez écrit dernièrement à notre amie ¹⁾ m'a vivement affectée; est-il possible d'oublier jamais l'année 7 et les touchants sacrifices que vous avez portés alors; j'en ai été effrayée, car j'étais loin de m'y attendre, et je pensais au contraire que vous trouveriez dans le cœur et les sentiments de celui que vous avez revu ²⁾ le dédommagement de bien de pénibles moments. Je ne puis vous exprimer à quel point le contraire m'afflige, non pour vous, que de belles récompenses attendent dans le bonheur et la liberté rendues à tant de peuples opprimés, mais pour nous, qui ne savons apprécier ce que vous avez été, ce que vous êtes, ce que vous pourriez être encore pour nous. — Mon mari se joint à moi dans tout ce que je vous dis, il est bien impatient de vous voir et de vous parler, on nous en donne l'espoir, on parle de l'arrivée de l'Empereur—et c'est sous tous les rapports une nouvelle dont nous attendons la confirmation avec impatience. Vous comprendrez combien mon mari est inquiet sur l'avenir, combien je désirerais que, lorsqu'un si bel espoir s'offre à nous, il ne soit pas anéanti pour lui pour qu'il puisse partager sans mélange les sentiments que nous éprouvons à la joie d'une patrie qui va recouvrir son nom et son existence. Pardonnez-moi de vous parler de ce que nous éprouvons dans un moment où de si grands intérêts vous occupent, ceux que j'ai osés vous nommer, ont à la vérité des droits aussi à être rangés dans ce nombre, mais je conçois que tout disparaît dans ce moment à côté de l'intérêt majeur qu'inspire la lutte importante qui va décider de l'avenir. — Puisse alors un pays malheureux aussi devoir le retour du bonheur à la générosité de celui que nous regardons à juste titre comme notre libérateur et trouver un protecteur en vous, quoique bien des individus ne l'ont pas mérité de votre part.

Ausdruck der Freude über Steins Wiedervereinigung mit seiner Familie.

Je suis bien curieuse de savoir comment Ancillon et quelques autres encore se sont conduits pour vous à B[reslau].

Bittet um eine Empfehlung an Nesselrode.

¹⁾ Gräfin Brühl? Der Brief fehlt.

²⁾ Der König, den Stein aber nicht gesehen hatte. Vgl. Ritter II. S. 189. Anm. 36.

Stein an Münster

Kalisch, 21. März ¹⁾ 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Karl v. Stein. C. 8. Konzept

Vorwürfe wegen missbräuchlicher Vorlage seiner Briefe und Denkschriften über die deutsche Verfassung beim Prinzregenten. Betont den privaten Charakter seiner Stellung beim Zaren.

Les lettres du 10 décembre et 22, 26 janvier ²⁾, que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser, ne me sont parvenues que dans le courant de ce mois, en grande partie par Mr. de . . . ³⁾, qui les a fait passer à L[ord] C[athcart] . . . ⁴⁾, pendant qu'une maladie très violente m'empêchait de prendre une part quelconque aux affaires. Le contenu de ces lettres fournit matière à bien des réflexions et discussions, mais comment puis-je avoir l'honneur de vous faire part des premières, continuer les secondes? Mes lettres étaient, à l'exception de celle de Wiczy, juillet a. p. ⁵⁾, des communications entre compatriotes sur les affaires de leur patrie, il y régnait quelquefois un abandon qui les rendait exclusivement faites pour la confiance la plus intime. Votre Excellence leur a donné un caractère officiel, elle me dit les avoir mises sous les yeux de S. A. R. le Prince Régent, qui a manifesté ses inquiétudes sur mes opinions à M. l'Ambassadeur Cte de Lieven, et je me vois mentionné dans une de ses dépêches d'une manière qui ne peut absolument me convenir.

Votre Excellence sait que le cabinet russe ne peut admettre une double diplomatie ayant un ambassadeur à Londres, qu'il ne peut parvenir que par lui au cabinet hanovrien les ouvertures à faire et que ces considérations doivent me faire suspendre une correspondance qui a cessé d'être purement confidentielle et privée. Ma situation exige d'autant plus de réserve comme, loin d'être ministre d'Etat de Russie, à ce que V. E. paraît supposer d'après l'adresse de ses lettres, je ne suis qu'un particulier allemand auquel S. M. I. a daigné accorder quelque confiance d'après la connaissance qu'elle a de ses principes depuis 1805 et qu'elle lui croit quelques droits sur l'estime de ses compatriotes et connaissance des intérêts de sa patrie ayant reçu une éducation allemande, y ayant tenu par des rapports de propriété, étant d'une caste qui faisait partie constitutionnelle de l'empire et ayant été employé 30 ans dans l'administration de l'intérieur d'une monarchie qui jouissait d'une grande gloire, d'une influence majeure et qui encore n'est point anéantie.

Si Votre Excellence considère ma position, j'ose me flatter qu'elle conviendra que je me vois en nécessité d'interrompre, à mon grand regret, une correspondance confidentielle, à moins qu'elle ne veuille me donner

¹⁾ Das Konzept einwandfrei vom 21. März, die Ausfertigung offenbar vom 23. März 1813, wie sich aus der Antwort Münsters vom 6. Juni ergibt.

²⁾ Der Brief vom 22. Januar 1813 fehlt. Die beiden anderen s. oben S. 170 und S. 207.

³⁾ Unleserlicher Name. Lieven??

⁴⁾ Folgen einige unleserliche Abkürzungen.

⁵⁾ Vom 2. Juli 1812, oben S. 31 nach dem Konzept vom 18./30. Juni 1812.

l'assurance, [qui] seule pourra me tranquilliser, que mes lettres ne seront à l'avenir considérées par elle que comme exclusivement confidentielles.

Stein an Frau vom Stein
St. A.

Kalisch, 22. März 1813

Rückkehr nach Kalisch. Genesung. Wallmoden.

Je ne vous écris que deux mots, ma chère amie, pour vous dire qu'après avoir atteint le 20 Oehls, je suis arrivé hier à Kalisch avec votre frère ¹⁾ bien portant et jouissant d'une tranquillité dont j'avais besoin et qui me fait grand bien. Je vous avoue que cette irritation continuelle dans laquelle on m'a tenu à Breslau par des conversations, des visites etc., a arrêté ma convalescence au moins de 8 jours et que la tranquillité parfaite dont je jouis ici m'a fait un bien infini

Denkschrift Steins

Kalisch, 15./27. März 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114. VIII. Gen. 1 1/2. Konzept

Durchführung der Beschlüsse vom 19. März 1813 über die Einrichtung des Verwaltungsrats. Drängt auf Ernennung der russischen Stellvertreter. Ausdehnung des Verwaltungsgebiets. Verhandlungen mit den Hansestädten.

Sa Majesté Impériale est convenue à Breslau avec S. M. le Roi de Prusse sur l'administration qu'elle veut établir dans les provinces de l'Allemagne que les armées alliées ont occupées et occuperont, mais il serait urgent de prendre tout de suite des mesures pour l'exécution même de cet arrangement et

- 1) nommer formellement les personnes que S. M. Impériale destine pour le conseil administratif, la Prusse ayant déjà fait son choix ²⁾.
- 2) Ces personnes auront le droit de désigner et nommer les subalternes dont ils auront besoin, de fixer leurs appointements. Il faudra un chef secrétaire qui sache les trois langues, le russe, l'allemand, le français.
- 3) LL. MM. L'Empereur et le Roi de Prusse transmettront aux individus qui composeront le conseil administratif copie du procès verbal de la conférence de Breslau, lequel leur servira d'instruction.
- 4) autoriseront ceux des membres du conseil qui se trouveront ici et à Breslau de se rendre à Dresde dès ce que la ville sera occupée, la rive droite de l'Elbe, la Lusace pourront tout de suite être administrées et, dès ce que l'armée russe-prussienne aura poussé jusqu'à Erfurth, la Saxe, les duchés, le Voigtland, les principautés d'Anhalt, seront compris dans le cercle d'activité, et les arrangements avec les princes conclus.
- 5) Il faut se hâter d'appeler les députés des Villes Anséatiques pour régler l'affaire des douanes, des contributions, des armements.

¹⁾ Wallmoden, der kurz vor dem Zaren in Breslau angekommen war (Ompteda, Nachlass III. S. 51).

²⁾ S. oben S. 243.

J'ose supplier S. M. Impériale de mettre sa décision en marge pour que je puisse soigner le détail de l'exécution.

Vermerk Steins: „Approuvé par S. M. I. le 27 mars 1813. — S. M. m'a dit qu'elle ferait avertir le Cte Kotschubey.“

Gagern an Stein

Breslau, 27. März 1813

Nach Gagern, „Mein Anteil an der Politik“. IV. S. 16 ff.

Rückblick auf seine politische Tätigkeit in Oesterreich Ende 1812 (Teilnahme an den Plänen des Erzherzogs Johann zur Befreiung Tyrols). Angebliche deutsche Gesinnung Metternichs. Verhandlungen mit Bayern. Montgelas.

Es war mir ungemein leid, Ew. Excellenz nicht hier anzutreffen und Ihnen vor allem für Ihre höfliche Antwort zu danken.

Nein, unsere Grundsätze waren immer dieselben, nur unsere Schicksale trennen sich. Ich habe zehn Jahre lang, trotz einer sehr kleinen Sphäre, das Haupt in Frankreich höher getragen, als irgend jemand unter den Unrigen ¹⁾. — In dieser für uns alle so wichtigen Epoche thut man lieber zu viel als zu wenig, daher vergeben Sie die Sendung dieser Stafette, die mir ohnehin durch den Inhalt gerechtfertigt erscheint. Ich kann annehmen, dass Sie von meiner Theilnahme an den Tyrolischen Angelegenheiten unterrichtet sind ²⁾. Sobald sich meine Dienstverhältnisse aufgelöst hatten, ging ich an den Kaiserhof nach Wien, um daselbst Aufenthalt und Dienst zu suchen. Gleich bei dem Entstehen dieses Entschlusses sann ich darauf, der Monarchie, so viel an mir war, wichtige Dienste zu leisten und zugleich etwas zur dauernden Beruhigung Deutschlands zu bewirken, indem ich mir vor langer Hand Mittel bereitete, zur Versöhnung Oesterreichs und Bayerns beyzutragen.

Schon damals zog deswegen Tyrol als der Hauptstein des Anstosses meine Aufmerksamkeit auf sich, so wie die dortigen Vorgänge mir die merkwürdigste und ehrenvollste Episode in der vergangenen traurigen Zeitgeschichte geschehen hatten. — Ich hatte in München sorgfältig beobachtet.

Diese Ansichten und das Verkehren mit den Wissenschaften brachten mich mit den angesehensten Tyrolern in Vertraulichkeit, Freundschaft und in die Kenntniss ihrer Hoffnungen und Pläne, welche, obgleich nicht

¹⁾ Hans von Gagern war während seiner Tätigkeit als nassauischer Minister zwischen 1800 und 1810 verschiedentlich in Paris gewesen, um dort die Interessen des Hauses Oranien bei den grossen politischen Umgestaltungen in Deutschland während dieser Epoche wahrzunehmen. — Er hatte auf seine Ministerstelle verzichten müssen, als ein Decret Napoleons vom Jahre 1810 es jedem auf dem linken Rheinufer Geborenen (Gagerns Stammschloss lag in der Nähe von Worms) verbot, ausserhalb Frankreichs eine Staatsstellung zu bekleiden.

²⁾ Es handelt sich dabei um den Plan des sogenannten „Alpenbundes“, die Idee einer Volkserhebung in Tyrol und Vorarlberg, durch welche Oesterreich Anfang 1813 in den Kampf gegen Napoleon hineingerissen werden sollte. Träger des Gedankens war der Erzherzog Johann und einige Häupter der tyroler Bewegung des Jahres 1809. Vgl. darüber H. Ritter v. Srbik, Metternich, I. S. 150 ff.

ohne politische Leidenschaft, durch den glorreichen Russischen Feldzug der Reife und Ausführbarkeit näher kamen. Diese Tyrolerhäupter schilderten ihr Land als jeden Augenblick zum Ausbruch fertig und bereit. Was der Erzherzog Johann, was der Freiherr von Hormayr ¹⁾ ehemals bewerkstelligen sollten, was 1809 so über alles Erwarten gelang, allein nicht behauptet werden konnte, schien nun möglicher und in die Pläne der verbündeten Mächte stärker eingreifend.

In diesem Zustand der Dinge glaubte ich kein überflüssiges Werkzeug zu seyn. Ich bemühte mich vor allem, jene Pläne zu berichtigen. Statt mit Bayern in blutige Fehde zu gerathen, schien mir das Staatenverhältniss so, dass eine Erklärung der Mächte, vermöge welcher Bayern bestimmt Entschädigung für die angesonnenen Abtretungen zugesichert wurde, alsbald zu den grossen Resultaten geführt hätte und zwar so, dass:

- 1) Tyrol nebst Vorarlberg mit bedeutender Heeresmacht unter Waffen;
- 2) Bayern zur Bewahrung aller übrigen Gränzen von der Französischen Hilfsleistung und demnächst von der Französischen Allianz abgezogen;
- 3) Oesterreich in die Begebenheit verflochten;
- 4) die Schweiz über Graubünden heftig bewegt und
- 5) Italien und Illyrien erschüttert und bedroht, auf allen Fall jede Kommunikation dahin unterbrochen würde.

Bayern würde schwerlich nach einem so grossen Menschenverlust eine bedeutende Heeresmacht angewendet haben, um aufgebrachte Gebirgsvölker zu bezähmen, über welche es die Herrschaft weder behaupten kann, noch ernstlich will.

Der Erzherzog gab mir vollkommen Gehör und Vertrauen. An die richtige Anwendung der Gelder wurde ernstlich gedacht. Mit den Bayerischen Behörden unterhielt ich persönlich freundschaftlichen Verkehr. Allein man war nicht von allen Seiten behutsam. Das Oesterreichische Gouvernement gebrauchte starke Mittel, sich zu unterrichten, es argwöhnte das Schlimmere; persönliche Leidenschaften mischten sich ein, und die Auflösung war die Verhaftung der Herrn von Hormayr, Roschmann ²⁾ und Schneider ³⁾ und meine Verbannung, oder was ihr sehr

¹⁾ S. Bd. III. S. 334. A. 1.

²⁾ Anton Leopold Roschmann (1771–1830), zunächst österreichischer Verwaltungsbeamter in Tyrol, 1809 führend am Aufstand der Tyroler beteiligt. Deshalb wurde er auch Ende 1812 in die neuen Erhebungspläne eingeweiht, verriet aber das ganze Unternehmen an die österreichische Polizei (Februar 1813). Daraufhin wurden am 8./9. März die Hauptbeteiligten, darunter der Form halber auch Roschmann, verhaftet, Gagern aus Oesterreich ausgewiesen. S. H. Ritter von Srbik, a. a. O. S. 152. — Roschmann wurde bald wieder freigelassen und hat dann an der im Herbst 1813 mit Billigung des österreichischen Kabinetts ausbrechenden Erhebung Tyrols wieder einen führenden Anteil genommen und auch die Grundlagen einer neuen Landesverfassung entworfen. Diese stiess aber bei den Tyrolern, die die Wiederherstellung ihrer alten Verfassung verlangten, auf starken Widerstand, und Roschmann wurde, da seine Stellung im Lande, nach allem,

ähnlich ist. Ich bin jedoch weit entfernt, hierüber bittre Empfindungen zu hegen. Wenn der Oesterreichische Hof, wie ich es allerdings schliessen muss, bereit ist, der Allianz beizutreten, — was er jedoch vor Monatsfrist noch schwerlich war, — so konnte ihm dieser Vorgriff als etwas Ueberflüssiges, als ein hors d'oeuvre erscheinen. Statt mich zu beklagen, habe ich mich in dieser Voraussetzung des Grafen Metternich nur zu beloben. Er hat mich gleichsam in sein Innerstes blicken lassen: Glauben Sie mir, Sie können nicht Deutscher gesinnt seyn als ich.

Wenn Sie nach Breslau kommen, Sie werden finden, dass Oesterreich und Preussen nie in niger verbunden waren. Es wird bis zu unseren Erklärungen nicht mehr lange anstehen können. Verfolgen Sie dort die Ideen über Deutschlands innere Einrichtung, die Sie mir mitgetheilt haben, die meisten haben meinen Beifall.

Ich hätte gewünscht, dass die Preussischen Declarationen nicht von Absichten auf jenseits Rheinische Provinzen, sondern von der persönlichen Befeindung Napoleons gesprochen hätten.

Ihre Entfernung ist keine Verbannung; sie wird durch die Umstände geboten und soll nur augenblicklich seyn. Wir werden Sie zurückrufen, Sie werden uns sehr nützlich seyn können.

Diese Fragmente zweier Unterredungen sind fast Bürgschaft wahrhafter Gesinnungen, wenn mich auch die Macht der Opinion und des Deutschen Sinnes nicht schon darüber beruhigte.

Ich gehe deswegen über meine Person hinweg und bin weit entfernt, irgend eine Rücksicht oder Gnade für mich zu erwarten oder anzusprechen; allein es ist meine Pflicht, der gnädigen Fürsprache und der künftigen Auszeichnung der Monarchen die drei Verhafteten zu empfehlen, die das Opfer ihres Eifers für ihr Vaterland und der gemeinen Deutschen Sache geworden sind.

Ein anderer Gegenstand, Bayern nämlich, scheint mir für den Augenblick viel wichtiger, und ich erbitte mir Ihre Aufmerksamkeit.

Ich würde nach den obigen Prämissen gänzlich aus der Rolle meiner

was über sein Benehmen im Frühjahr 1813 durchsickerte, ohnehin erschüttert war, abberufen. Er blieb dann noch in der österreichischen Verwaltung bis zum Jahre 1819.

*) Anton Schneider (1777—1820), der sich schon bei der Verteidigung Tirols während des 2. Koalitionskrieges im Jahre 1800 durch grosse Tapferkeit ausgezeichnet hatte, leitete die Erhebung in Vorarlberg mit grösster Umsicht und Tapferkeit. Um dem Lande eine schonende Behandlung auszuwirken, stellte er sich nach dem Zusammenbruch der tyroler Erhebung selbst dem Feinde und wurde längere Zeit auf dem Hohentwiel gefangen gehalten. Seit 1811 lebte er in Wien als Appellationsgerichtsrat.

treuen und redlichen Meinung gefallen seyn, wenn ich nach den kund gewordenen Plänen auf Tyrol den Bayern nicht selbst davon geredet hätte, in wiefern ich daran Antheil hatte oder haben wollte.

Dieses Vertrauen ist erwidert worden, ich habe die eignen königlichen Depeschen und Instruktionen eingesehen.

Man denkt zu München eben so Deutsch als anderwärts, auch wenn man mehr Beweggründe hätte, bei den jetzigen Verbindungen stehen zu bleiben.

Der Graf Montgelas ¹⁾, der zwar nicht mein Freund ist, fühlt seine Lage und sucht Freunde, Berathung, Hülfe und Ausweg. Selbst die Opfer, die man verlangt, werden sie bringen, es mögen nun die Gebirge oder Markgrafschaften oder beides seyn; nur muss man ihnen auf eine anständige Weise den Weg bahnen. Es ist bekannt, dass der König den Rath seiner Diener befolgt.

Wie können aber verpflichtete, verantwortliche Staatsbeamten eines so angesehenen Landes wagen, allgemeinen Versicherungen seiner bisherigen Feinde sich hinzugeben? Die Verzweiflung und ein gerechtes Misstrauen wird sie in der Französischen Allianz erhalten, während dem, wenn man ihnen die Opfer vorzeichnet und die Entschädigung in völkerrechtlichen Formen zusichert, sie sonder Zweifel diesen Insinuationen Gehör geben werden — es sey nun die so verheissene Entschädigung erstens eine vollständige oder zweitens ein annehmbarer status quo in Beziehung auf die alten Stammlande, die sie verloren und retrocedirt haben, oder drittens die Abmessung des Grades dieser Restitutionen nach dem Grad der Kriegs Successes.

Geschieht das nicht, so werden sie sich hartnäckig und tapfer schlagen und der gemeinen Sache empfindlicher, nicht zu berechnender Nachtheil erwachsen.

Der Ueberlieferer jener freundlichen Worte zu seyn und das Vergiessen des Blutes zwischen den Deutschen selbst zu verhindern, würde ich mir zur höchsten Ehre rechnen und alle meine Mittel dazu anwenden, wenn über mich geboten würde.

Denkschrift Steins

Kalisch, 27. März 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 92. Carl von Stein. C. 5. Konzept

Kurs des russischen Papiergeldes. Dessen Einführung nach Preussen. Hoffte auf baldige Schaffung eines Bundespapiergeldes.

Mr. le Ministre des Finances part dans son mémoire de la supposition que la fixation de 4 roubles assignats pour un rouble en argent faite par la publication du Feldmaréchal P[rince] K[utusoff] règle le prix de

¹⁾ Über die Politik des Grafen Montgelas im Frühjahr 1813 s. Doeberl, Bayern und die deutsche Erhebung wider Napoleon I. (Abhandlungen der bayrischen Akademie, 3. Klasse, Band 24, S. 247 ff.).

l'échange entre le papier et la monnaie et que tout homme qui présente un rouble en argent a le droit d'exiger qu'on lui donne 4 roubles en assignats.

Mais cette supposition est parfaitement erronée, car l'échange de l'argent contre du papier se fait absolument de gré à gré, chaqu'un qui a des sommes un peu considérables d'assignats placées s'arrange avec le banquier comme il peut, et dans ce moment même nous voyons qu'un banquier de Breslau s'offre à donner le cours de Pétersbourg pour des sommes considérables.

La publication du Prince Kutusoff n'a pour objet que de fixer une échelle pour ces échanges journaliers et de détail des individus de l'armée avec les habitants du pays. S. M. a adopté une proportion avantageuse à ce dernier comme devant lui servir de preuve pour l'accepter.

Qu'une guerre étrangère fait baisser le change, qu'elle soit menée avec du papier monnaie ou avec de l'argent, c'est incontestable, mais ce mal est aussi peu à éviter que les pertes que fait la population.

Mr. le Ministre des Finances propose la défense de l'exportation des assignats pour en prévenir la baisse. L'exportation pour les besoins de la guerre ne pourra être évitée avant qu'on n'ait substitué aux assignats de banque un autre agent de circulation, l'exportation par spéculation ne pourra avoir lieu, parce qu'en général on pourra placer plus facilement les assignats en Russie que dans l'étranger et que leur prix sera toujours moindre sur les marchés extérieurs que sur les marchés intérieurs. L'émission du papier fédératif serait un bienfait, on traite sur cet objet avec l'Angleterre et on pourrait commencer à faire un arrangement avec la Prusse, mais le change n'en restera pas moins en souffrance, comme il faudra admettre ce papier dans l'intérieur par la voie de l'escompte.

Stein an Gneisenau ¹⁾
St. A.

Kalisch, 30. März 1813

Haxthausen. Phull. Stein drängt zum Vormarsch.

H. v. Haxthausen ²⁾ ist mir bekannt, ich wünschte, er käme in Dresden zu mir, welches Sie hoffentlich bald besetzen werden ³⁾.

Phulls ⁴⁾ Verdienste und die Ursache seines Missgeschicks verkennt Sie und kein verständiger Mann [!], der Kayser ist ihm gewogen. P[hull] wünscht ein Witwengehalt für seine Frau, das wird erfolgen. . . .

Rücken Sie doch erst vor und jagen die Franzosen aus Preussen. Vale.

¹⁾ Gneisenau war am 25. Februar in Colberg gelandet (vgl. oben S. 176), traf am 10. März in Breslau ein, wurde am folgenden Tage als Generalmajor wieder angestellt und zog am 19. März mit dem Hauptquartier Blüchers ins Feld.

²⁾ S. oben S. 224. Anm. 1.

³⁾ Der Einmarsch in Sachsen begann am 24. März, am 27. März wurde Dresden von den ersten Truppen der Verbündeten besetzt, nachdem die Franzosen die Stadt am selben Tage verlassen hatten.

⁴⁾ S. oben S. 111, 160f.

Nachschrift. Grüßen Sie G. Blücher und Scharnhorst, sagen Sie dem letzteren, das Nöthige wegen Einweisungen [!] sey von hier aus ergangen.

Stein an Frau vom Stein
St. A.

Kalisch, 30. März 1813

Seine Wiederherstellung. Wallmoden. Wiederschen mit Pozzo.

J'espère, ma chere amie, que vous aurez reçu ma lettre ¹⁾ et le thé dont je vous ai envoyé deux livres. Ma santé se remet, la tranquillité dont je jouis y contribue surtout, et je crois que dans peu de jours je ne me ressentirai plus du tout de ma maladie. —

Votre frère va partir bientôt pour Hambourg ²⁾, son affaire est arrangée. Nous attendons le Roi le 2 d'avril ³⁾, dès ce que nous aurons appris la prise de Dresde, nous nous y rendrons ⁴⁾, et je vous inviterai de vous y rendre après que j'aurai tout préparé pour votre réception.
Wechsel seines Dieners.

Pozzo est ici ⁵⁾, il veut être rappelé à votre souvenir, je le [*trouve*] un peu vieilli, la vivacité de son esprit est toujours la même.

Stein an Gagern

Kalisch, 30. März 1813

Nach Gagern „Mein Anteil an der Politik“ IV. S. 22

Rät zur Vorsicht bei der Beförderung seiner Briefe und zum Zuwarten in seinen Angelegenheiten.

Ew. Excellenz sehr verehrliches Schreiben vom 29sten März a. c. ⁶⁾ habe ich heute erhalten durch eine Estafette — ich muss dieselbe vor den Pohlischen Posten warnen; an Courier-Gelegenheiten von B[reslau] hierher fehlt es nicht.

Der Inhalt des Schreibens erfordert eine reifliche Prüfung, die jetzt augenblicklich nicht angestellt werden kann — ich werde es Sr. Majestät dem Kayser vorlegen. Da, sobald Dresden übergegangen, das Hauptquartier dorthin wird verlegt werden, so würde es vielleicht am rathsamsten seyn, wenn Ew. Excellenz diese Veränderung abwarteten und benützten.

Die Antwort des Grafen Araktschejeff wird Ew. Excellenz belehren, was vorläufig für die gefangenen Offiziere, für welche Sie sich verwandt, geschehen ist ⁷⁾.

¹⁾ Vom 22. März 1813.

²⁾ Hamburg war am 18. März von Tettenborn besetzt worden. Am 30. Mai fiel es nach mangelhaft geleiteter Verteidigung in die Hände der Franzosen, s. unten S. 347ff. Vgl. Holleben, a. a. O. I. S. 209 f.

³⁾ Der König kam an diesem Tage zu einem kurzen Besuch (bis 5. April) ins Hauptquartier des Zaren. S. Ulmann, Gesch. der Befreiungskriege. I. S. 246.

⁴⁾ Stein traf am 9. April in Dresden ein, s. unten S. 266.

⁵⁾ S. oben S. 201. Anm. 1.

⁶⁾ 27. März?

⁷⁾ S. oben S. 180.

Prinzessin Luise Radziwill an Stein
St. A.

Berlin, 31. März 1813

Reise ihres Gatten nach Polen. Seine Hoffnungen auf dessen Wiederherstellung.

Je profite du départ du B. de Haxthausen pour m'acquitter d'une commission que mon mari m'a donnée en partant, mais ne vous croyez pas obligé de me répondre, je vous en supplie; je sens trop combien vos moments sont précieux pour vous importuner de lettres . . . ¹⁾). Mon mari, dont les sentiments vous sont connus et qui en 1806—7 et 9 est toujours resté attaché aux mêmes principes, me charge de vous dire que, fidèle à ces mêmes sentiments, il est parti hier pour Varsovie pour se mettre au fait de l'état des choses et de la disposition des esprits là-bas. Dès son arrivée, il profitera du premier courrier qui partira pour Kalisch pour vous écrire et vous communiquer ses idées et ses espérances et ne tardera pas de se rendre auprès de vous, où il espère trouver encore le Roi et l'Empereur réunis à Kalisch, ou bien il suivra là où le quartier général se trouvera pour le moment. L'espoir d'être utile en même temps à son pays et à la bonne cause, de prouver au Roi et à l'Empereur son dévouement et son zèle, et le bonheur de vous revoir, auquel il est si sincèrement attaché, lui ont fait entreprendre ce voyage avec un bien vif empressement. Puissent toutes nos belles espérances se réaliser

On m'assure que ce qui m'avait si vivement affecté dans votre lettre à notre amie ²⁾ n'était qu'un tort apparent et que vous-mêmes avez fini par le croire, je le désire trop pour ne pas l'espérer; est-il un coeur qui puisse jamais oublier l'année 7? Je suis persuadée du contraire, lors même que les formes et l'embarras peuvent dérouter sur les mêmes sentiments. Présentez à l'Empereur mes hommages respectueux; le P. d'Orange m'a fait vos compliments ³⁾, je vous en remercie; toute preuve de votre souvenir m'est précieuse

Denkschrift Steins für Alexander I.

Kalisch, 1. April 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 114. VIII. Gen. 1 1/2. Konzept

Angaben über die wirtschaftliche und militärische Leistungsfähigkeit Mecklenburgs als Unterlage für die Verhandlungen über den Beitritt Mecklenburgs zum russisch-preussischen Bündnis.

Detaillierte Angaben über die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit Mecklenburgs. ⁴⁾

¹⁾ Die Auslassungen hier und weiter unten betreffen nur Weitläufigkeiten, am Schluss auch einiges Persönliche.

²⁾ S. oben S. 247.

³⁾ Der Schwager des Königs. S. Bd. III. S. 105.

⁴⁾ Die Verhandlungen des Verwaltungsrats mit den Herzögen von Mecklenburg sind neuerdings in Ritters Stein-Biographie (Bd. II. S. 205) genauer, als es früher der Fall war, gewürdigt worden.

Les revenus du Duc de Mécklenbourg en contributions et domaines sont 540 000 [écus].

Le Duc de Mecklenbourg, membre de la Confédération du Rhin, en état de guerre avec la Russie et ses alliés, sollicite la paix et s'offre à de grands efforts pour le rétablissement de l'indépendance de l'Allemagne, on pourrait lui accorder la paix aux conditions suivantes :

- 1) un bataillon de chasseurs et de volontaires,
- 2) 40 000 écus par mois à la caisse de guerre des alliés,
- 3) 1200 Wispel de seigle, 3000 Wispel d'orge et d'avoine livrés sur l'Elbe
- 4) une quantité de chevaux et bêtes à cornes à déterminer en proportion du nombre qui se trouve dans le pays,
- 5) les péages de Wismar et de Rostock administrés au profit de la caisse militaire pendant la guerre.

Si le duc n'accepte point ces conditions, son pays sera traité comme pays conquis sur lequel il sera statué à la paix générale.

Je supplie S. M. I. de prendre sur ces objets une détermination qui puisse servir de base sur les arrangements à prendre.

Konvention von Kalisch

Kalisch, 23. März/4. April 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 114. VIII. Gen. 11/2 (2 Ausfertigungen, die eine von Alexander und Nesselrode, die andere von Friedr. Wilh. III und Hardenberg gezeichnet)

Genauere Bestimmungen über die Zusammensetzung, den Wirkungskreis und die Befugnisse des Verwaltungsrats unter erheblicher Modifikation der ihm am 19. März übertragenen Kompetenzen.

Après avoir mûrement délibéré sur le mode le plus simple de donner au nord de l'Allemagne, à mesure que les armées combinées y font des progrès, une forme d'administration réglée et proportionnée aux circonstances, et cela pour la durée de la guerre actuelle, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russes et Sa Majesté le Roi de Prusse ont arrêté d'un commun accord à Breslau le 6/18 mars dernier qu'il serait créé un conseil administratif temporaire dont la formation, le pouvoir et les attributions sont fixées par le présent acte ainsi qu'il suit :

Ce conseil sera composé de quatre membres.

Sa Majesté l'Empereur nomme pour le sien son Conseiller privé actuel, le Comte de Kotschubey¹⁾, qui, avec la présidence du conseil, aura toutes les attributions de cette charge. M. le Baron Charles de Stein.

Sa Majesté le Roi de Prusse le Conseiller privé d'Etat de Schön, le Conseiller d'Etat de Rehdiger²⁾.

La nomination des membres et d'autres employés près du dit Conseil se fera d'après l'énoncé du procès verbal de Breslau. Les bases qui y

¹⁾ S. oben S. 245. Anm. 1.

²⁾ S. oben S. 245. Anm. 1.

sont fixées serviront en même temps de règle et d'instruction au dit conseil.

Ses attributions générales consistent dans l'administration générale de la police et des finances et dans tout ce qui a rapport aux armements, aux réquisitions, dans les pays qui seront occupés militairement. Elles s'étendent également à la conclusion des arrangements avec les princes de l'Allemagne, leurs contingents en hommes, en vivres, en argent, pour le rétablissement de l'indépendance de leur patrie. Le même conseil aura la surveillance absolue sur l'exécution des conventions faites avec ces princes.

Il nommera également les intendants civils des arrondissements dans lesquels on partagera l'Allemagne d'après la détermination arrêtée au procès verbal de Breslau.

Quant aux subalternes dont la commission aura besoin, elle en fera elle-même le choix et nommera surtout un secrétaire en chef qui parle les trois langues.

Il sera fourni des revenus du pays un fond nécessaire pour les honoraires des membres du conseil. Ce traitement cessera avec la dissolution du conseil.

La ville de Dresde étant occupée, les membres du conseil qui se trouvent à Kalisch ou autre part se rendront immédiatement dans la dite ville de Dresde et y procéderont à l'administration de la rive droite de l'Elbe et de la Lusace. Leur cercle d'activité s'étendra à mesure que les armées alliées avanceront.

Stein an Frau vom Stein
St. A.

Kalisch, 4. April 1813

Wiederherstellung seiner Gesundheit. Bevorstehende Abreise nach Dresden. Friedrich Wilhelm III. in Kalisch. Gräfin Lanskoronska. Wallmoden.

Vous devez avoir reçu deux de mes lettres ¹⁾ . . . , et je vous écris celle-ci pour vous dire que ma santé s'est presque entièrement remise, que de temps en temps je tousse un peu, mais que la tranquillité de Kalisch m'a rendu sommeil et avec lui forces. Je partirai demain ou après demain pour Dresde en passant par Breslau, et j'espère y arriver le 9 d. c. Vous serez tout de suite avertie, et je prendrai les arrangements pour que vous puissiez vous y rendre dès ce que cela pourra se faire avec sûreté. Je compte m'établir dans la maison de Senfft, je leur rend service à eux et à moi.

Nous avons le Roi ici depuis le 2 d. c., bonhomie, raideur, c'est sa devise, il avait Hardenberg, Jordan[?]²⁾, Knesebeck avec lui, il part demain et suivra l'armée de loin à loin.

¹⁾ Vom 22. und 30. März 1813.

²⁾ S. oben S. 49 Anm. 2.

Vous ai-je dit que Pozzo est ici¹⁾, il est toujours le même, excellent esprit, excellent caractère, pétulant. . . .

J'ai reçu hier une lettre de la Princesse Guillaume²⁾, elle exprime bien la sensibilité et la piété de son âme, je vous la donnerai.

Grüsse an Bekannte aus der Prager Zeit.

Votre frère est parti hier pour commander les corps de Tettenborn, Tschernitscheff et Doernberg, organiser la Légion Allemande de 10 000 h. dont il a le commandement³⁾. . . .

Je vous prie de prendre une maison à Prague, il ne faut point abandonner le port avant que la tempête ait cessé. Alopaeus est nommé ministre à Berlin⁴⁾, on y aurait préféré le frère aîné⁵⁾.

Stein an Heydebrek

Kalisch, 4. April 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 114. VI. 2. Abschrift

Billigt im ganzen den Entwurf für das „Patent wegen Erhebung eines ausserordentlichen Kriegsimposta . . .“ Wendet sich gegen die Höhe der angesetzten Tarife, rät zur Rückkehr zum Accise-Tarif für Ost- und Westpreussen von 1806 unter Berufung auf die Eingabe der Königsberger Kaufleute vom 13. März 1813⁶⁾.

Gagern an Stein

Breslau, 5. April 1813

Nach Gagern „Mein Anteil an der Politik“ IV. S. 24

Rät dringend zur schnellen Ausnützung der von ihm mit Bayern angeknüpften Verbindungen. Sein Uebertritt in die Dienste des Herzogs von Oranien. Würdigung der Ziele Steins.

Für die gütige Fürsorge in Absicht jener Offiziere bin ich E. E. ausnehmend verbunden.

Den Rath, seiner Zeit nach Dresden zu kommen, werde ich gerne befolgen.

Mir hatte indessen die Bayerische Sache, wenn sie nicht auf andere Art entweder schon eingeleitet oder verdorben ist, nicht nur höchst wichtig, sondern dringend geschienen, um der Junction der Truppen oder neuen gefährlichen Verträgen vorzubeugen. Mit Bayerns Losreissung wäre der ganze Rheinische Bund schon in sich zerfallen⁷⁾.

¹⁾ S. oben S. 255.

²⁾ Fehlt.

³⁾ Ueber Bildung und Zusammensetzung des Wallmodenschen Corps s. Quistorp, Geschichte der Nordarmee I, S. 127 ff.

⁴⁾ Graf Daid Maximowitsch Alopaeus (1768—1831), 1808 Gesandter in Schweden, 1811 in Stuttgart, von 1813 an Gesandter in Berlin bis zu seinem Tode.

⁵⁾ Maxim Maximowitsch Alopaeus (1748—1822), 1790—1795 Gesandter in Berlin, 1795 bis 1802 in Regensburg, dann wieder in Berlin bis 1807. Er kam dann nach London, um, den Tilsiter Abmachungen zwischen Napoleon und Alexander entsprechend, dort über die Herbeiführung eines Friedens zwischen England und Frankreich unter russischer Vermittlung zu verhandeln und trat bald darauf aus dem russischen Staatsdienst aus. Im Frühjahr 1813 wurde er Generalkommissar für die von den verbündeten Heeren besetzten Gebiete in Norddeutschland (s. unten S. 264).

⁶⁾ S. unten S. 265. Der Streit um die Höhe der Zollsätze zieht sich durch den ganzen Sommer und Herbst 1813 hin. Vgl. die Akten des Geh. Staatsarchivs. Rep. 151 q. A. 1 a.

⁷⁾ S. oben S. 253. Anm. 1.

Vor einigen Tagen wurde mir sehr unerwartet ein Brief des Prinzen von Oranien gebracht, wovon hierneben ein Auszug ¹⁾).

Vieles ist in dem Vorschlag, was mir angenehm ist, auch abgesehen von der Sache selbst, darum habe ich ihn nicht abgelehnt. Es zerfallen damit eine Menge ungerechter Vorwürfe, die man mir gemacht hat. Ich werde in den Stand gesetzt werden, Eintracht in dem Hause zu bewirken, dem ich lang gedient habe; und es soll mich nun mit E. E. in nähere Verbindung bringen.

Die Verfolgung des Usurpators, Ihr Wollen und Ihr Verstand haben Sie der Nation sehr werth gemacht. Wenn ich Sie recht verstehe, so trachten Sie allein darnach, Deutschland eine erneuerte, der vorigen ungefähr ähnliche, in ihren Mängeln verbesserte Form zu verschaffen, und hiermit harmonirt mein Sinn und Wunsch vollkommen. Ich rechne mir zur Ehre, im allgemeinen wie im besonderen mein Wissen und Wirken mit dem Ihrigen zu verbinden und zu Gebot zu stellen.

Auch in der Hinsicht konnte ich nichts stärkeres sagen und zu Wien sagen, als ich im ersten Theil unserer Nationalgeschichte gethan habe ²⁾; noch etwas stärkeres leisten, als Tyrol und was ich dort bezwecke. Dass das gehemmt wurde, beugte mich so wenig, dass ich in meiner durch den Erzherzog Johann dem Kaiser überreichten Verantwortung die nachdrücklichsten und kühnsten Ausdrücke gewählt habe, die er wohl je in seiner dermaligen Allianz vernommen hat.

Bekanntmachung Kutusoffs Kalisch, 26. März/6. April 1813
 Geh. Staatsarchiv Berlin, Rep. 114. VIII, Gen. 1 1/2, Gedruckt

Errichtung des Verwaltungsrats unter dem einstweiligen Vorsitz Steins.

Seine Majestät der Kaiser von Russland und Seine Majestät der König von Preussen haben die Einrichtung eines Verwaltungs-Raths der verbündeten Mächte für das nördliche Deutschland zu beschliessen geruhet, um in die Leitung dieses Landes Einheit, Zusammenhang und Gleichförmigkeit in der Mitwirkung jedes seiner einzelnen Theile zu bringen. Dieser Verwaltungs-Rath hat den besonderen Auftrag, mit den verschiedenen Regierungen über alles sich zu verständigen, was auf die Polizei, die Finanzen, die Bewaffnung und sonstige Gegenstände Bezug hat, die sowohl zur Sicherheit als zum Unterhalt und zur Vermehrung der Armeen dienen können, welche für die Wiederherstellung der Selbständigkeit Deutschlands kämpfen.

Allen öffentlichen Beamten und Einwohnern des nördlichen Deutschlands wird aufgegeben, den Verfügungen dieses Verwaltungs-Raths Folge zu leisten.

¹⁾ Fehlt. — In diesem Schreiben erhielt Gagern das Angebot, die Leitung der Geschäfte des Hauses Oranien zu übernehmen, was er auch annahm. S. „Mein Anteil an der Politik“, IV. S. 23 f.

²⁾ „Nationalgeschichte der Deutschen“. Der erste Band erschien (anonym) 1813.

Zum einstweiligen Präsidenten desselben Rathes haben ihre Majestäten den Freiherrn Carl von [!] Stein zu ernennen geruhet.

Münster an Stein
St. A.

London, 6. April 1813

Glückwunsch zur preussisch-russischen Allianz. Sorge um Steins Gesundheit. Die Politik Metternichs. General Stewart. Graf Kielmansegg.

Eure Excellenz haben mich seit Ihrer Abreise von St. Petersburg vergessen. Kein Zeichen des Lebens habe ich von Ihnen erhalten. Ich habe dagegen viel an Sie gedacht und Ihnen Glück gewünscht, dass Sie Preussen in einer dieser Macht anständigen Stellung wiederfinden, und dass Sie zu dessen Auferstehung beygetragen haben. Zur Allianz wünsche ich Ihnen Glück. Ich habe darin Spuren Ihrer Hand zu bemerken geglaubt.

Mit grosser Bestürzung habe ich Ew. Excellenz Uebelbefinden vernommen. Sagen Sie mir bald, dass Sie genesen sind. An Wallmoden schreibe ich heute durch den Ueberbringer dieser Zeilen auch; da er zur Schwedischen Armee gehen wird, so dürfte er ihn dort am ersten treffen. Bey uns sind wir jetzt thätig. Der Regent will mich aber noch nicht herüber ziehen lassen. — Was wird aus unsern Planen für Teutschland? Täglich ändern sich die Umstände! Graf Metternich wird jetzt nach Bonapartes Erklärung vom 23sten März ¹⁾ doch einsehen, dass seine Mediation keinen weiteren Zweck haben kann, und dass man Frankreich nur durch Gewalt zu einem vernünftigen Frieden bringen kann. Den General Stewart, Lord Castlereaghs Bruder²⁾, der Ew. Excellenz dieses Schreiben bringt, empfehle ich Ihrer Gewogenheit. Er wird kurze Zeit in Berlin bleiben und dann zur Schwedischen Armee abgehen. Sie behalten aber den jungen Jackson ³⁾ als Chargé d'Affaires . . .

¹⁾ Damals erklärte der Kaiser im gesetzgebenden Körper, dass die Integrität des französischen Reiches bei den schwebenden Verhandlungen nicht in Frage gestellt werden dürfe.

²⁾ Charles William Stewart (-Vane), 1778—1854, Generaladjutant Wellingtons in Spanien bis Anfang 1812, am 9. April 1813 zum englischen Bevollmächtigten beim preussischen Hof ernannt und vor allem mit der Behandlung der militärischen Fragen bei der preussischen und schwedischen Armee beauftragt. Er kam am 26. April in Dresden an und schloss den formellen Bündnisvertrag zwischen England, Russland und Preussen ab. Den Frühjahrsfeldzug 1813 machte er bei der schlesischen Armee mit, im Herbst drängte er unaufhörlich bei Bernadotte auf eine energische Kriegführung und hat ihn im Oktober zu rechtzeitigem Eingreifen bei Leipzig mit veranlaßt. Im Feldzug von 1814 war er im Hauptquartier der Verbündeten, im August 1814 wurde er zum Gesandten in Wien ernannt und blieb dort bis zum Tod seines Bruders (1822). Bald nachher trat er zurück und hat dann nur noch in der englischen Innenpolitik als Vertreter der Tories eine Rolle gespielt.

³⁾ George Jackson (-Dukett), 1785—1861, der Bruder von Francis James Jackson (s. Bd. III, S. 226, war schon 1802—1805 (zuletzt als Geschäftsträger) in Berlin gewesen, hatte an den preussisch-englischen Verhandlungen nach dem Ausbruch des Krieges von 1806 teilgenommen (s. Bd. II.), war nach dem Frieden von Tilsit nach England zurück-

1. *Nachschrift.* Wessenberg ist hier seit etwa 8 Tagen ¹⁾.
2. *Nachschrift.* Ew. Excellenz Schwager Kielmansegg ²⁾ ist hier gewesen. Er ist am Freitage mit Aufträgen, die auf Errichtung von Truppen Bezug haben, nach Teutschland zurück gegangen.

Prinzessin Luise Radziwill an Stein
St. A.

Berlin, 7. April 1813

Versuch, eine Aussöhnung zwischen Stein und Niebuhr in die Wege zu leiten. Wittgensteins Vorstoss über die Elbe. Sorge um den Ausgang des Unternehmens.

Ne serez-vous pas impatienté de revoir de nouveau mon écriture, mais le désir de réunir deux personnes que j'estime, à l'une desquelles je suis aussi attachée qu'à vous et dont l'autre vous est restée toujours également dévouée, m'engage de vous écrire au risque de paraître importune à vos yeux. Je veux parler de Niebuhr ³⁾. Il est impossible d'avoir un attachement plus vrai pour vous que lui et, quoiqu'il croit avoir à se plaindre de vous, je vous assure qu'il est profondément affligé, mais que cela ne le rend ni injuste ni moins vivement attaché à tout ce qui vous regarde, et que ce n'est que depuis peu de jours qu'à la suite d'une conversation où nous avons beaucoup parlé de vous que j'appris pour la première fois qu'il existait un *m i s u n d e r s t a n d i n g* entre vous deux. Vous êtes trop faits pour être amis, je suis trop persuadée des droits qu'a Niebuhr à votre amitié et à votre estime, pour ne pas désirer vivement un rapprochement entre vous deux. J'ose vous le demander, j'ose vous demander un mot bienveillant pour lui, car il ne lui faut qu'un mot pour adoucir la peine que vous lui avez faite, vous sentez que c'est à son insu que je vous écris, et je connais trop votre coeur pour ne pas

gekehrt und dann eine Zeitlang in Spanien gewesen. Er begleitete das Hauptquartier der Verbündeten im Befreiungskrieg. 1816 wurde er Gesandtschaftssekretär in Petersburg, kam später in diplomatischer Mission nach Washington und hat zuletzt hauptsächlich an den Verhandlungen über die Aufhebung des Sklavenhandels mitgewirkt.

¹⁾ Johann Freiherr von Wessenberg, der 1809/10 österreichischer Gesandter in Berlin gewesen war (s. Bd. III, S. 110), dann zum österreichischen Gesandten in München ernannt wurde, war vom Wiener Hof nach London geschickt worden, um dort wegen des Beitritts Englands zu einem allgemeinen Frieden zu sondieren. Da seine Reise sehr lange dauerte, war seine Mission infolge der in England nach den Ereignissen im Februar und März 1813 stark angewachsenen Kriegsstimmung schon gegenstandslos geworden, als er in England ankam. S. Woynar, Oesterreichs Beziehungen zu Schweden und Dänemark . . . , Archiv für österreichische Geschichte. Bd. 77. S. 425 ff.

²⁾ Graf Ludwig Kielmansegg (gest. 1850), hannoverscher Oberstallmeister, vermählt mit Friederike Gräfin Wallmoden-Gimborn (gest. 1826). Sein Sohn Ludwig hat später Steins Tochter Therese geheiratet.

³⁾ Vgl. Band III, S. 302 ff. — Niebuhr las im Winter 1812/13 über römische Altertümer und exerzierte sich, in der Absicht, bei Ausbruch des Krieges als Freiwilliger in die Armee einzutreten, mit einigen Gleichgesinnten ein. Der König berief ihn jedoch im April zu diplomatischer Verwendung ins Hauptquartier, Niebuhr bekam den Auftrag, mit England über den Abschluss des Bündnisvertrages und über die von England versprochenen Subsidien zu verhandeln. S. unten S. 326 ff.

m'adresser à lui avec confiance et espérer que vous pardonnerez cette lettre en la regardant comme un nouveau témoignage de mon bien sincère attachement. Ne vous croyez pas dans l'obligation de me répondre, je vous en supplie, n' imaginez pas que l'intérêt et l'amitié que vous m'avez témoignée me fasse croire que j'aie le droit de vous importuner dans un temps où de si grands intérêts se décident et vous occupent

Nachschrift. Depuis que le Cte Wittgenstein a passé l'Elbe ¹⁾, nous sommes, comme vous le pensez bien, dans une attente mêlée d'inquiétude des événements qui vont se décider dans les mêmes lieux où le bonheur et l'existence nous furent ravis, puisse le Ciel bénir les efforts qu'on va faire pour en détruire le triste souvenir.

Herzog Karl zu Mecklenburg-Strelitz an Stein Strelitz, 8. April 1813

Geh. Staatsarchiv Berlin. Rep. 114. VII. 8. Eigenh.

Erklärt sich zu tatkräftiger Unterstützung der deutschen Sache bereit, „deren eifrige Ergreifung von Seiten der Deutschen Fürsten allein entscheiden kann, ob sie nemlich es wirklich wehrt sind, Deutsche Fürsten zu sein.“ Empfiehlt seinen Bevollmächtigten für die weiteren Unterhandlungen, Herrn von Pentz.

Ich halte es für meine Pflicht, an Ihre Majestäten den Kayser von Russland und den König von Preussen, unter deren mächtigem Schutz Deutschland seine Rettung wieder zu erkämpfen hofft, einen besonders bevollmächtigten Abgesandten zu schicken, um diese hohen und so innigst verehrten Allirten nicht allein meines guten Willens zu versichern, sondern ihnen zugleich auch den Ueberblick der Mittel zu geben, welche mir in Berücksichtigung der Kraft meines Landes zur allgemeinen Mitwirkung zu Gebote stehen und deren eifrige Ergreifung von Seiten der Deutschen Fürsten allein entscheiden kann, ob sie nemlich es wirklich wehrt sind, Deutsche Fürsten zu sein. Ich habe demnach meinen Minister, den H. v. Pentz, welcher die Ehre haben wird, Ew. Excellenz dieses Schreiben zu überreichen, zu diesem Abgesandten erwählt und ihn mit den gehörigen Vollmachten versehen. Unendlich glücklich macht es mich, dass diese so schöne und grosse Veranlassung mir zugleich Gelegenheit giebt, mit Ew. Exzellenz in nähere Berührung zu kommen. Deutschland hat Sie schon lange als einen seiner ersten Männer in jeder Hinsicht anerkannt. Wie könnte ich demnach anders als mit der hoffnungsreichsten Freude Sie da sehen, wo ich Sie sehe! Ew. Excellenz darf ich auch ersuchen, den H. v. Pentz Ihres Wohlwollens zu würdigen und ihm solches zu schenken.

¹⁾ Wittgenstein, der damals noch die in Norddeutschland operierende Armee der Verbündeten befehligte, hatte am 5. April den aus Magdeburg vorstossenden Vizekönig von Italien in den Gefechten bei Möckern zurückgeworfen und überschritt am 7. April bei Roslau die Elbe.